



Avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Rangoun, Phnom Penh et de l'Antenne de Vientiane

FAITS SAILLANTS

- ❖ La France et Singapour signent une déclaration ministérielle conjointe pour encourager les partenariats dans les secteurs agricole et agro-alimentaire
- ❖ La Birmanie obtient du Club de Paris une suspension du service de la dette pour une durée de 8 mois
- ❖ La Malaisie lance un « plan de relance à court terme » de 35 Mds MYR

REGION

- La Banque Mondiale a revu à la baisse ses prévisions de croissance en 2020 pour l'ensemble des pays en développement de la région. L'institution anticipe désormais une récession au Cambodge (-1,0 %), en Malaisie (-3,1 %), aux Philippines (-1,9 %), et en Thaïlande (-5,0 %). Pour 2021, la banque mondiale anticipe un rebond de l'activité dans l'ensemble des pays, particulièrement marqué en Malaisie (+6,9 %) et au Vietnam (+6,8 %). A noter que l'institution avait déjà en avril mis à jour ses prévisions de croissance, mais selon deux scénarios.

	2020		2021	
	Prév. juin 20	Δ janv. 20	Prév. juin 20	Δ janv. 20
Cambodge	-1,0	-7,8	6,0	-0,8
Indonésie	0,0	-5,1	4,8	-0,4
Laos	1,0	-4,8	4,6	-1,1
Malaisie	-3,1	-7,6	6,9	+2,4
Myanmar	1,5	-5,2	6,0	-0,8
Philippines	-1,9	-8,0	6,2	=
Thaïlande	-5,0	-7,7	4,1	+1,3
Vietnam	2,8	-3,7	6,8	+0,3

Source : Banque mondiale

INDONESIE

- L'économie indonésienne devrait enregistrer une récession de 2,8 % en 2020 selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). En cas de deuxième vague avant la fin de l'année, l'Organisation estime que la récession pourrait s'aggraver jusqu'à -3,9 %, un niveau jamais atteint depuis la

crise financière de 1997. Pour rappel, le gouvernement a prévu d'augmenter son déficit budgétaire à 6,3 % du PIB cette année pour couvrir les plans de relance de l'économie d'un montant de près de 48 Mds USD.

- **Des investisseurs chinois pourraient investir 6 Mds USD pour construire une raffinerie d'hydrocarbures à Batam, dans la province des îles Riau**, a indiqué le Ministère coordinateur des affaires maritimes et de l'investissement, sans nommer les investisseurs ni fournir de détails sur les capacités de la future raffinerie. Depuis le début de l'année, deux partenaires internationaux – ENI et Saudi Aramco – se sont retirés des mégaprojets de raffineries indonésiens.
- **Go-Jek lance un service d'investissement dans l'or en partenariat avec la Fintech indonésienne Pluang**, intitulé « GoInvestasi », via son portefeuille électronique Go-Pay. L'investissement minimum s'élève à 0,01 gramme d'or soit 8 000 IDR (0,57 USD). Les investissements en or sur la plateforme sont par ailleurs régulés par l'*Indonesia's Commodity Futures Trading Regulatory Agency*, l'or étant aussi garanti par *Kliring Berjangka Indonesia*, future chambre de compensation du pays. Les utilisateurs auront la possibilité de transformer ultérieurement leur « or digital » en argent liquide ou encore en or physique.

MALAISIE

- **Le Premier ministre a annoncé un « plan de relance à court terme » de 35 Mds MYR (8,2 Mds USD), qui vient s'ajouter aux 260 Mds MYR (60,8 Mds USD) de mesures annoncées en mars.** Les 40 mesures correspondantes visent trois objectifs : i) le soutien aux populations les plus défavorisées (13,2 Mds MYR soit 3 Mds USD, via l'extension des primes de maintien de l'emploi et des aides aux chômeurs), ii) le soutien aux entreprises (9,7 Mds MYR soit 2,3 Mds USD, via des programmes de prêts pour les PME), iii) le relance de l'économie (6,7 Mds MYR soit 1,6 Mds USD, essentiellement sous la forme d'exonérations fiscales et la création d'un fonds d'investissement). Même si ce nouveau plan ne représente que 10 Mds MYR (2,34 Mds USD) d'engagements budgétaires supplémentaires, le ministre des finances estime que le déficit budgétaire pourrait doubler à 6 % du PIB en 2020. Il envisage de demander au parlement de porter le plafond d'endettement public au-delà de la limite de 55 % du PIB.
- **L'indice de la production industrielle a chuté de 32 % en glissement annuel en avril 2020 (période entièrement affectée par les mesures de confinement)**, avec -19,6 % pour l'industries extractives, -37,2 % pour l'industries manufacturières et -19,2 % pour la production d'électricité. S'agissant des activités manufacturières, les principales filières responsables de cette chute sont : i) les produits minéraux non métalliques, métaux de base, produits métalliques (-62,7%), ii) les produits électriques et électroniques (-34,1%), iii) les produits pétroliers, chimiques, en caoutchouc et en plastique (-21,4 %).

SINGAPOUR

- **Le ministre singapourien du commerce et de l'industrie et le ministre français de l'agriculture et de l'alimentation ont signé une déclaration conjointe pour encourager les partenariats dans les secteurs agricole et agroalimentaire.** Pour cette initiative pilote, une organisation spécifique a été mise en place avec la Team France Export pour accompagner les exportateurs français intéressés (ils sont déjà plus d'une centaine). Cet engagement de la France pour renforcer et diversifier l'approvisionnement en denrées alimentaires de Singapour – confronté à des ruptures dans ses chaînes d'approvisionnement habituelles dans le contexte du Covid-19 et des mesures de confinement – permet d'instaurer une relation privilégiée et de positionner l'offre française d'abord à Singapour puis vers les pays de l'ASEAN.
- **La Government Technology Agency (GovTech) a annoncé l'augmentation du budget alloué aux technologies de l'information et de la communication (TIC), à 3,5 Mds USD cette année (après 2,7 Mds USD en 2019).** Le gouvernement a justifié cette augmentation par l'importance croissante des TIC, notamment dans le contexte de la pandémie de Covid-19. Les fonds supplémentaires seront utilisés pour le financement de solutions numériques en réponse au Covid-19, pour développer les technologies de l'intelligence artificielle et pour renforcer la digitalisation dans les services et l'industrie à Singapour. Les PME seront éligibles pour au moins 80 % des opportunités de marchés publics, contre 70 % l'année dernière.

- **Près de 5 000 PME ont pu bénéficier de prêts dans le cadre de programmes assistés par l'Etat, pour un montant total de 4,5 Mds SGD (3,2 Mds USD).** 22 % de ces entreprises appartiennent au secteur du commerce de gros, 15 % à l'industrie et 14 % à la construction. Ces prêts servent à couvrir les dépenses de court (salaires, loyers, etc.) et long termes, face à une crise dont la durée est indéterminée. Près de 80 % des entreprises ayant contracté un prêt sont des PME avec moins de 10 M SGD (7,2 M USD) de chiffre d'affaires annuel. Pour rappel, ces prêts sont pour la plupart garantis à 90 % par l'Etat, comme c'est le cas du *SME Working Capital Loan* et du *Temporary Bridging Loan Programme* (TBLP).
- **La banque centrale a lancé la première phase de l'initiative « Veritas », qui promeut un usage responsable de l'intelligence artificielle et de l'analyse des données (AIDA) par les institutions financières.** La première phase débutera par l'élaboration de mesures d'équité (« fairness metrics) dans la notation du risque de crédit et le marketing client. Pour rappel, l'initiative avait été divulguée en novembre 2019, à l'occasion du dernier *Fintech Festival*, et rassemble 25 acteurs du monde de la finance dont UOB, DBS Bank, Standard Chartered Bank, Citi Singapore et Amazon Web Services.

VIETNAM

- **L'Assemblée nationale du Vietnam a ratifié l'accord de libre-échange UE-Vietnam (EVFTA) et l'accord UE-Vietnam sur la protection des investissements (EVIPA).** Ces accords permettront notamment à 71 % des produits vietnamiens exportés vers l'Union européenne (42 Mds USD en 2019 selon le gouvernement vietnamien) de bénéficier d'exemption de taxes tandis que 65 % le seront en sens inverse (15 Mds USD en 2019). Le Vietnam est le second pays d'Asie du Sud-Est, après Singapour, à signer un accord de ce type avec l'Union européenne. Pour rappel, EVFTA prendra effet en août tandis que l'EVIPA nécessite encore l'approbation du Parlement européen.
- **Au cours des cinq premiers mois de 2020, les parcs industriels et les zones économiques ont attiré 390 projets étrangers pour une valeur totale de 4,3 Mds USD.** Les parcs industriels (PI) et les zones économiques (ZE) du Vietnam ont jusqu'à présent attiré 9 850 projets à capitaux étrangers pour un capital social total de près de 194 Mds USD, dont 70 % ont été décaissés, selon le ministère du Plan et de l'Investissement (MPI). Les revenus des entreprises opérant dans les PI et les ZE ont subi une baisse de 8 % en glissement annuel au cours de la période de janvier à mai pour atteindre 81 Mds USD, tandis que leurs exportations ont augmenté de 4 % pour atteindre 58 Mds USD.
- **Le Comité populaire de la province centrale de Ha Tinh a approuvé un projet d'énergie éolienne pour un investissement total de plus de 696 M USD.** Le projet est mené par MK Central Solar Power JSC et comprend quatre usines, chacune ayant une capacité de 100,8 MW. La capacité de production de l'ensemble du projet est de 1 139 GWh par an. Il devrait être mis en service entre juin 2022 et décembre 2023. Pour rappel, en mars, le Vietnam avait 11 parcs éoliens sur les 78 projets approuvés. L'objectif du pays est d'atteindre 10,7 % de production d'énergie par les énergies renouvelables (principalement solaire et éolienne) d'ici 2030.

THAÏLANDE

- **La compagnie Thai Airways a déposé des dossiers de mise en redressement dans trois pays (Allemagne, Suisse et Japon) afin de protéger ses actifs d'une saisie par ses créiteurs, après la décision de mettre la compagnie sous le régime des faillites en Thaïlande le 17 mai.** La même procédure devrait être mise en place prochainement aux Etats-Unis. La *Central Bankruptcy Court* de Thaïlande se prononcera le 18 août sur la mise en redressement de *Thai Airways*. Pour rappel, les dettes de la compagnie s'élevaient déjà à 12 Mds THB (390 M USD) en 2019 et atteindraient aujourd'hui 244 Mds THB (7,8 Mds USD).
- **Selon Fitch Solutions, le secteur de la construction en Thaïlande devrait se contracter de 3,6 % en 2020 (contre une croissance de 1,2 % initialement anticipée),** notamment en raison d'une baisse de l'investissement privé dans les secteurs résidentiel et non-résidentiel, en particulier dans la région de l'*Eastern Economic Corridor*. Selon l'expert, les projets d'infrastructures publiques devraient amortir un peu la chute. Cette contraction serait la première du secteur depuis 2017.

PHILIPPINES

- **La Banque asiatique de développement (BASD) a annoncé l'octroi d'un prêt de politique publique à hauteur de 500 M USD en faveur du renforcement du programme social *Pantawid Pamilyang Pilipino Program (4Ps)*** des autorités philippines. Ce programme a vocation à verser une prestation sociale en espèces sous réserve que le bénéficiaire s'acquitte de certaines obligations dans le domaine de l'éducation et de la santé. 4,3 millions de familles sont ciblées par ce programme conditionnel. Ce projet porte l'intervention de la BASD aux Philippines à 2,6 Mds USD depuis le début de l'année.
- **Au premier trimestre, *Philippine Airlines (PAL)* enregistre des pertes nettes à hauteur de 188 M USD, notamment imputables aux restrictions liées au Covid-19.** Au premier trimestre, le chiffre d'affaires de PAL s'est élevé à 656 M USD, soit une baisse de 18 % en glissement annuel. Ces résultats s'expliquent notamment par i) l'arrêt des vols commerciaux (domestiques et internationaux) à partir du 15 mars et ii) les restrictions aux voyageurs internationaux imposées dès mi-février à toute personne non philippine ou non résidente arrivant de Chine. Afin d'éloigner un risque de faillite imminent, Lucio Tan, président de PAL et homme d'affaires multimilliardaire, a augmenté fin mai de 296 M USD sa participation au capital de la compagnie. Une reprise progressive des vols à partir de mi-juin est attendue.

CAMBODGE

- **Le Conseil des ministres a approuvé un projet de loi sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et un autre sur la lutte contre le financement de la prolifération des armes de destruction massive.** L'approbation de ces deux projets, jugée importante, est une réponse à la décision prise en février 2019 par le Groupe d'action financière (GAFI) de placer le Cambodge sur sa « liste grise », après l'en avoir retiré en 2015. A noter que l'Union européenne a également récemment ajouté le royaume à sa « liste noire » de pays exposé au blanchiment de capitaux.
- **Selon la Banque mondiale, les réserves de change du Cambodge devraient baisser de plus de 10 % à 16,8 Mds USD cette année, soit près de 7 mois d'importations.** Cette baisse traduit l'impact de la pandémie sur les principaux secteurs pourvoyeurs de devises du pays, notamment le tourisme (20 % des exportations de biens et services) et les exportations textiles (plus des ¾ des exportations de marchandises). En 2019, en raison des investissements directs étrangers (IDE) entrants et de l'injection de devise locale, la banque centrale était parvenue à accumuler des réserves en devise à hauteur de 18,7 Mds USD en décembre 2019.
- **Le Cambodge et la Chine ont signé le 9 juin un protocole d'exigences phytosanitaires pour les exportations de mangues vers la Chine.** Le protocole devrait permettre de diversifier les exportations de produits agricoles du Cambodge, avec pour objectif que ces derniers représentent 12 % du volume total des exportations d'ici 2025. La mangue est le second fruit cambodgien, après la banane jaune l'an dernier, à recevoir le feu vert de la Chine. Le Royaume, qui produit 1,5 M tonnes de mangues par an, pourra à terme exporter jusqu'à 500 000 tonnes de ce fruit sur le marché chinois, où la demande s'élève à environ 8 M de tonnes par an. Au 5 juin, 20 sociétés ont déposé des demandes d'exportation de mangues vers la Chine.

LAOS

- **Le gouvernement japonais a accordé un don de 1,5 Md JPY (environ 14 M USD) au Laos dans le cadre du « Programme de développement économique et social ».** Ce don sera utilisé pour fournir au gouvernement laotien des équipements tels que des ambulances et des lits d'hôpitaux destinés à renforcer le système de santé du pays en préparation à une éventuelle deuxième vague de Covid-19. Pour rappel, cette année marque le 65^e anniversaire des relations diplomatiques entre les deux pays.
- **Le ministère des affaires étrangères a modifié les règles d'entrée et de sortie du Laos.** Dans sa dernière annonce publiée le 1^{er} juin, le ministère a indiqué que les diplomates et personnels étrangers en mission diplomatique sont tenus de soumettre un document détaillant leurs intentions au MAE ainsi qu'au secrétariat du Comité national pour la prévention et le contrôle du Covid-19, basé au ministère de la santé. Les entreprises souhaitant recruter des personnels étrangers sont également tenues de se conformer aux

procédures imposées par les organes compétents avant de soumettre une demande au secrétariat du Comité national pour la prévention et le contrôle du Covid-19. Cette mesure prendra effet du 2 au 30 juin.

BIRMANIE

- **Les pays membres du Club de Paris ont accepté le 10 juin d'accorder à la Birmanie une suspension du service de la dette pour une durée de 8 mois, du 1^{er} mai au 31 décembre 2020, dans le cadre de l'initiative de suspension du service de la dette (ISSD).** Ce moratoire, dont l'initiative a été lancée par le G20 en avril dernier, doit permettre à la Birmanie de libérer des ressources pour atténuer les impacts sanitaire, économique et social de la crise COVID-19.
- **L'entreprise malaisienne *Petronas* a effectué la première livraison de Gaz naturel liquéfié (GNL) dans deux cargos d'un total de 190 000 M³ destinée à une centrale à gaz située à Rangoun.** La centrale d'une capacité de 300 MW a été développée par l'entreprise chinoise *CNTIC VPower* en un an, suite à un appel d'offre lancé en urgence en juillet 2019 par le gouvernement birman pour répondre au pic de demande d'électricité d'avril à juin. *Petronas* souhaite travailler avec *CNTIC VPower* pour d'autres commandes.